

Lettre ouverte à Monsieur Tidjane Thiam, P. D. G. du Credit Suisse

Monsieur,

Le Credit Suisse est impliqué dans une grande injustice : en Indonésie, de nombreuses personnes sont spoliées de leurs terres par des entreprises qui veulent y cultiver des palmiers à huile. Ces plantations détruisent l'environnement, épuisent les sols et polluent les cours d'eau.

Ces pratiques privent irrémédiablement les peuples indigènes dayaks de leur identité et de leurs moyens de subsistance.

Votre établissement, le Credit Suisse, est lié à ces pratiques par la prestation de services financiers et l'octroi de crédits. Il est le principal établissement financier suisse pour les producteurs et négociants d'huile de palme.

Votre groupe a ainsi fourni, pour la seule période allant de 2009 à 2016, des services à hauteur de plus de 900 millions de francs à des entreprises actives dans le secteur de l'huile de palme. Il détient par ailleurs des actions et des obligations émises par celles-ci d'une valeur supérieure à 50 millions de francs. Il a notamment prêté son concours à l'organisation de l'émission d'actions pour la société Dharma Satya Nusantara. Les villages et communautés indigènes des provinces indonésiennes de Kalimantan sur l'île de Bornéo qui travaillent avec les organisations partenaires de Pain pour le prochain et Action de Carême se voient mis sous pression par les filiales de cette société.

Ces dernières années, des millions d'hectares ont été déboisés et cédés à des sociétés de production d'huile de palme, qui dégagent de juteux bénéfices tout en foulant aux pieds les droits des personnes. En effet, ces entreprises s'approprient les terres sans en informer correctement les indigènes ou sans avoir au préalable obtenu leur autorisation. De la sorte, les clients du Credit Suisse ne respectent pas son code déontologique. Plus l'accaparement des terres progresse, plus le nombre de personnes condamnées à la pauvreté et à la misère augmente.

Pour que cette injustice cesse, nous vous demandons de :

- 1. Veiller à ce que le Credit Suisse exige de tous ses clients qu'ils respectent les droits humains et les principes de durabilité de leur banque.**
- 2. Faire cesser toute relation commerciale du Credit Suisse avec des entreprises qui accaparent des terres et privent des millions de personnes de leurs moyens de subsistance, en particulier en Indonésie.**

Monsieur Thiam, la préservation des moyens de subsistance des peuples indigènes dayaks dépend de vous. Nous vous prions de mettre un terme à cette injustice.

Nous vous remercions d'avance de votre réponse.



Jeanne Pestalozzi, Présidente du Conseil de fondation *Pain pour le prochain*



Peter Niggli
Membre Conseil de Fondation *Action de Carême*



Bernard DuPasquier
Directeur *Pain pour le prochain*



Matthias Dörnenburg
Directeur a.i. *Action de Carême*



Urs Müller
Président *Etre Partenaires*

**La terre source de vie,
pas de profit !**

Pain pour le prochain et
Action de Carême sont
responsables de
tous les contenus



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME
En collaboration avec «Etre partenaires»

voir-et-agir.ch